



Ecole & syndicat



SNUipp-FSU
Haute-Garonne

flash 31
Le site du SNUipp 31: <http://31.snuipp.fr>

N° 2
22 Septembre 2011

Dispensé de timbrage

TOULOUSE CTC



PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le 21/09/2011

E **Le 27 septembre dire STOP** **D** **aux suppressions de postes !** **I** **T** **Nous avons 80 000 raisons de faire grève !** **O**

Lorsque le 10 juin dernier, les organisations syndicales CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA-Éducation ont appelé les personnels de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Agricole Public à se mettre en grève le 27 septembre, c'est en diagnostiquant une « école à genoux » du fait des postes supprimés (80 000 pour l'ère Sarkozy !).

Ce choix d'une journée de grève dans l'Éducation Nationale est dans la suite logique des journées de grève et/ou de manifestations de l'an dernier, souvent à l'appel de la seule FSU (février dans tous les départements et mai à Paris). Dans un climat économique particulièrement tendu, lourd de menaces sur l'emploi, les salaires et les droits sociaux, la nécessité de placer l'école, et au-delà le service public, au centre du débat est une évidence.

Bien que saignée par les suppressions de postes, déstabilisée par des orientations contestées, l'école peut cependant compter sur la confiance des parents et la volonté des enseignants de faire réussir tous leurs élèves. En maternelle, comme en élémentaire, malgré les obstacles et un métier de plus en plus complexe, leur engagement pour l'école est total. On ne doit pas se priver de cette richesse. La grève du 27 septembre est une étape nécessaire pour placer cette question dans le débat budgétaire comme dans le débat politique. **Il y a urgence.**

**Manifestation à 10h30 Place
Jeanne d'Arc à Toulouse**

AG à 14h30 à l'Université du Mirail

**Saint Gaudens Manif 15 h 30 Place Jean
Jaurès, Rassemblement 17 h, AG Maternelle
du Pilat 18h**

Élections professionnelles : soutenez le SNUipp-FSU :
<http://31.snuipp.fr>

Du 13 au 20 octobre 2011, les enseignants seront appelés à voter aux élections professionnelles pour élire les représentants du personnel. Apportez dès aujourd'hui votre soutien aux candidats qui vous représenteront en signant l'appel à voter pour la liste du SNUipp-FSU 31.



La France sous-investit son école

La France investit 14% de moins que la moyenne des pays de l'OCDE dans son école. C'est ce que souligne "Regards sur l'éducation", l'étude annuelle de l'organisation internationale.

Ces chiffres attestant d'une tendance lourde constatée depuis plusieurs années contredisent les allégations du ministre de l'Éducation nationale sur « les efforts jamais consentis jusque-là » par la France. En outre, le document révèle qu'entre 2000 et 2008, les dépenses par élève ont augmenté dans l'OCDE en moyenne de 34 % alors qu'en France, en Italie et en Allemagne, la hausse n'aura été que de 7%. Par ailleurs, la part du PIB consacrée par la France à l'éducation a diminué de 0,3% entre 2000 et 2008 alors qu'elle a partout progressé au moins au même rythme que le PIB. Entre 1995 et 2009, la part de l'éducation dans les budgets publics est passée en moyenne de 11,8% à 12,9% : elle est passée en France de 11,5% à 10,6%. Du coup, dans l'Hexagone la dépense d'éducation par élève du primaire s'élève à 6 267 \$ (4 577 €) quand la moyenne de l'OCDE s'établit à 7 153\$ (5 225 €).

SOMMAIRE

Pages 2 et 3 : Compte rendu du CTPD et CDEN ; Direction d'école ; Le salaire des enseignants scruté par l'OCDE ; Evaluations CE1 et CM2 ; L'évènement : 11ème Université

d'automne du SNUipp
Page 4 : Actions locales : réunissons collègues, parents, élus... ; Appel du comité de Défense de l'Éducation Nationale de Haute Garonne.

Compte rendu du CTPD et CDEN

La situation de ce CTPD et CDEN était particulièrement difficile. Avec un demi poste pour 1200 élèves supplémentaires, les ouvertures de classe nécessaires n'ont pas eu lieu. C'est pour cela que nous avons été à l'initiative d'un appel unanime du CDEN du moi de mai pour exiger une dotation supplémentaire. Enfin, il faut noter que les ouvertures de classes ont pu avoir lieu car l'administration n'a fait partir aucun candidat en formation E et G et ainsi a fermé 18 postes de Rased pour la durée de l'année. C'est encore une fois les élèves les plus fragiles qui sont victimes des coupes sombres de ce gouvernement.

Ouvertures en maternelle

Frouzins M et P. Curie
TOULOUSE Guillaumet mat
TOULOUSE Pinhou (Rar)
TOULOUSE D. Faucher (Rar)
TOULOUSE A de Musset
TOULOUSE Cuvier
TOULOUSE E. Renan (Rar)
TOULOUSE Jean Monnet (Rar)
TOULOUSE Grand Selve
LE VERNET
IZAUT DE L'HOTEL
MONDONVILLE Jules Vernes
TOULOUSE Juncasse

Ouvertures en élémentaire

AYGUESVIVES
FRONTON
TOULOUSE Billières ouv
TOULOUSE Viollet le Duc
TOULOUSE Lardenne
TOULOUSE Littré (Rar)
TOULOUSE Grand Selve
TOULOUSE Jean Zay
TOULOUSE Lalande
LABEGE
SAINT HILAIRE
LAFITTE VIGORDANE
TOURNEFEUILLE Petit Train
LEGUEVIN GACHOTS

Levées de blocages en maternelle

ST JEAN Preissac
SEYSSES P Langevin
BRAX

Réouverture de classe fermée en février en maternelle

MONTREJEAU Courraou mat

Levées de blocages en élémentaire

MONS
CASTANET TOLOSAN Cazelle
ST GAUDENS Pilat
MURET J Mermoz

Annulations de fermetures en élémentaire

TOULOUSE Marengo Periole
BRUGUIERES Les Bruyères
BEAUZELLE Les Chènes
QUINT FONSEGRIVES

Fermetures en élémentaire

AUZIELLE
ST ORENS Henri Puis
SALIES DU SALAT
LACROIX FALGARDE
TOULOUSE A. Leygue (occ)
TOULOUSE Jules Ferry
TOULOUSE P et M Curie
TOULOUSE Michoun
CASTELGINEST Buffebiau
DREMIL LAFAGE Duperrin
GREPIAC
CUGNAUX Eugène Montel
ST LYS Tabarly
TOULOUSE St Agne
TOURNEFEUILLE Le Chateau
TOURNEFEUILLE G. Lapierre
Confirmation de fermeture en élémentaire
TOULOUSE Anatole France

Fermetures en maternelle

TOULOUSE Didier Daurat
TOULOUSE Falcucci
TOULOUSE Aubrac
ST LYS Petit Prince

Abandon d'ouvertures en élémentaire

CALVINHAC
TOULOUSE Monge
TOULOUSE Léo Lagrange
TOULOUSE Château de l'Hers
TOULOUSE Chaubet
TOULOUSE La Terrasse
TOULOUSE Ranguel
TOULOUSE Fleurance
TOULOUSE Tibaous
TOULOUSE Lespinasse
SALLES / GARONNE
ST JULIEN

Abandon d'ouverture en maternelle

TOULOUSE Bellefontaine
TOULOUSE Fourtanier
CAPENS

Quelques situations emblématiques

de ce CTPD et CDEN qui illustre comment l'administration cherche à ne pas ouvrir les classes pour pouvoir afficher une rentrée « techniquement réussie »

Le retour sur une règle en usage dans le département : réouverture au seuil de blocage dans la même campagne.

Toulouse Anatole France : à 114 élèves, pas de réouverture; le seuil de réouverture est à 108

La logique absurde de la globalisation.

Pibrac par exemple, les 2 écoles : toujours pas d'ouverture alors que la moyenne sur la commune est à 31,87. Toutes les classes des 2 écoles sont à 31, 32, 33 élèves !!!

Des seuils trop élevés

BOULOC mat : + de 31 de moyenne, pas de d'ouverture alors qu'il n'y a aucune autre possibilité de scolarisation en maternelle.

Et aussi entre autre : Villeneuve Tolosane Bécane, Castelmaurou, Toulouse Gais pinsons, Fontenille

La tentative d'instauration d'un seuil de "primaire" et la remise en cause des cycles

Capens et St Julien Salles A Capens la structure imposée oblige à un double niveau GS/CE1 avec 19 GS et 5 CE1, et un CP/CE2 avec 16 CP et 10 CE2!!

La non prise en compte de l'hétérogénéité grandissante des élèves

Drémil Lafage par exemple

Pour lire la déclaration du SNUipp FSU : <http://31.snuipp.fr>

Direction d'école : trop c'est trop !

Dorénavant, c'est « Je réponds quand j'ai le temps »

A l'appel du SNUipp-FSU31, du SGEN-CFDT31, de la CGT Educ'Action31

La situation de la direction et du fonctionnement de l'école est dans un état critique : des tâches alourdies, des missions complexifiées, un manque de temps notable, et maintenant le non renouvellement de l'aide administrative. En cette rentrée, trop c'est trop.

Le ministère a annoncé vendredi 9 septembre le recrutement de 4 000 nouveaux contrats aidés pour l'aide administrative. Près de 10 000 écoles ont perdu cette aide depuis un an. On reste encore loin du compte. Cette situation montre que l'assistance administrative ne peut se satisfaire de contrats précaires soumis aux aléas des financements. De nouveaux et vrais emplois sont indispensables au fonctionnement de l'école : ceux de secrétaires administratifs.

Aujourd'hui, le point de rupture est atteint. Mais, nous n'acceptons pas cette situation. D'ores et déjà, le SNUipp-FSU31, le SGEN-CFDT31, la CGT Educ'action31 appellent les directrices et directeurs d'école à ne plus traiter toutes les demandes de l'administration.

Dorénavant, c'est « Je réponds quand j'ai le temps » : les collègues ne se consacreront qu'aux activités pédagogiques en lien avec les élèves et au travail relationnel indispensable auprès des familles. Le reste attendra : Enquêtes multiples, tableaux à fournir, demandes administratives, ne seront pas prioritaires.

Les choses doivent changer. Il est temps de reconnaître et de soutenir l'engagement des directrices et directeurs pour la réussite des élèves. Ensemble, nous demandons des mesures d'urgence et l'ouverture de discussions. Il faut une formation à la hauteur des missions assignées aux directeurs, du temps accordé pour effectuer les tâches liées à la fonction, et la création de postes de secrétaires administratifs.

Le salaire des enseignants scruté par l'OCDE : il diminue bel et bien !!

L'OCDE vient de publier son analyse annuelle "Regard sur l'Éducation". Celle-ci a scruté le salaire des enseignants et son analyse est sans appel : le salaire des enseignants diminue !

Le salaire statutaire (qui n'inclut pas les primes et les heures supplémentaires) des enseignants ayant au moins 15 ans d'exercice à leur actif s'établit en moyenne en 2009, à 38 914 USD (33 359 USD en France) dans l'enseignement primaire, à 41 701 USD (35 856 USD en France) dans le premier cycle de l'enseignement secondaire et à 43 711 USD (36 145 USD en France) dans le 2ème cycle de l'enseignement secondaire. Que ce soient les enseignants débutants ou ceux qui ont 15 ans d'ancienneté, les salaires en France sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE. Seuls les salaires maximum de fin de carrière sont en France supérieurs à la moyenne mais ceci ne tient pas compte du fait que seuls **3,7% des enseignants des écoles partent à la retraite en ayant atteint** le dernier échelon de la hors-classe.

Entre 2000 et 2009, le salaire des enseignants a augmenté en valeur réelle dans tous les pays, sauf en France et en Suisse. **Pour l'OCDE le salaire statutaire des enseignants français ayant 15 ans d'expérience a diminué.** Quel message cela fait-il passer sur l'attractivité du métier d'enseignant ?

L'évènement : 11ème Université d'automne du SNUipp

Elle constitue le grand rendez-vous annuel de l'école primaire, qui rassemble 400 enseignants des écoles et près de 30 chercheurs sur de multiples sujets. Cette année, elle aura lieu à Port Leucate, dans l'Aude (près de Perpignan) les 21, 22 et 23 octobre.

Inscription et paiement en ligne possible : <http://www.snuipp.fr/Universite-d-automne-du-21-au-23>

Évaluations CE1 et CM2 : la boussole est faussée ?! Changez-la !

Après PISA, l'OCDE et le Conseil Économique et Social, c'est maintenant au Haut Conseil de l'Éducation (HCE) de livrer un rapport cinglant sur la politique éducative de la rue de Grenelle. Ce sont cette fois les évaluations nationales CE1 et CM2, ainsi que les indicateurs des « compétences de base » proposés dans le cadre de la LOLF qui sont sévèrement mis en cause. « Partiels, peu exigeants et même trompeurs quant à la maîtrise du socle commun », le constat est sans appel. Comment piloter sérieusement l'école avec des données faussées ? Ce rapport vient conforter les multiples critiques que le SNUipp-FSU formule à l'encontre de ces dispositifs. Non seulement ces évaluations n'aident pas les enseignants à comprendre la nature des réussites et des difficultés des élèves, mais de surcroît, elles ne permettent pas un pilotage fiable du système. Que de gâchis, que de temps perdu pour les élèves - notamment ceux qui connaissent des difficultés dans les apprentissages - et les enseignants qui restent donc bien seuls dans leurs classes.

La démonstration est une nouvelle fois faite que le temps éducatif et le temps politique ne font pas bon ménage. Une communication artificiellement valorisante sur les résultats trompeurs d'évaluations mal conçues ne peut tenir lieu de boussole pour orienter l'École. Une évaluation sérieuse des acquis et des difficultés des élèves nécessite des indicateurs fiables et pertinents. Elle doit aussi se déployer dans la durée et en toute indépendance.

Actions locales : réunissons collègues, parents, élus, DDEN, associatifs des CLAE au niveau de nos communes.

En appui (actif) à la manifestation du 27 septembre, mais également pour poursuivre la construction d'un mouvement d'opinion autour de l'Ecole, le Collectif Sauvons l'Ecole, et particulièrement la FCPE, proposent d'organiser une action commune qui serait en quelque sorte une déclinaison locale du Comité de Défense de l'Education Nationale mis en place récemment au niveau du département.

Le principe est d'organiser partout où c'est possible, des réunions publiques dans les écoles ou au niveau des communes qui réuniraient les partenaires de l'Ecole (parents, enseignants, DDEN, associations en charge du CLAE et élus locaux).

Cette réunion serait l'occasion d'échanger, de faire un bilan sur la rentrée et d'identifier les problèmes et les éventuelles solutions proposées.

Les conclusions ou les témoignages recueillis au cours de ces réunions pourront nous être transmis pour alimenter la réflexion et l'action du Comité de Défense.

Mise en place du Comité de Défense de l'Éducation Nationale en Haute-Garonne

A l'initiative du Collectif Sauvons l'Ecole, la première réunion de mise en place d'un Comité de Défense de l'Education Nationale en Haute-Garonne a eu lieu le 1er septembre, élargissant aux élus des collectivités territoriales, aux maires et aux parlementaires le cadre déjà large du collectif, pour mieux répondre aux attaques actuelles contre le Service Public d'Education. Un appel a été discuté et adopté lors de cette rencontre, qui a rassemblé une quarantaine de personnes, dont une dizaine d'élus représentant la mairie de Toulouse, des communes de l'agglomération toulousaine, le conseil régional, les parlementaires, et des représentants des organisations syndicales et de parents d'élèves, de délégués départementaux de l'éducation nationale, d'associations complémentaires de l'Ecole, de mouvements pédagogiques, membres du Collectif Sauvons l'Ecole.

Cet appel a été largement diffusé aux médias, très présents au point presse qui a suivi la réunion.

D'ores et déjà une prochaine rencontre est prévue le samedi 24 septembre.

Appel du Comité de Défense de l'Éducation Nationale de Haute Garonne

Elus, parents, personnels de l'éducation et associations complémentaires de l'école publique laïque en Haute-Garonne, ont décidé de se rassembler pour se mobiliser contre la politique nationale de démantèlement du service public laïque d'éducation. Ce Comité de Défense a vocation à favoriser les échanges et le débat entre les partenaires de l'Ecole, à élaborer des propositions partagées pour une école de la réussite de tous les enfants, à prendre des initiatives et à proposer des actions pour mobiliser l'ensemble des citoyens.

D'ores et déjà, le Comité de Défense se prononce :

- **Pour l'accès de tous au service public laïque d'éducation dans de bonnes conditions** en tous points du territoire. Le raisonnement du Ministre de l'Education et de ses services basé uniquement sur des moyennes n'a aucun sens particulièrement dans un département comme le nôtre, ayant un territoire rural important et un fort pôle urbain. Il faut garantir la présence du service public d'éducation dans les zones rurales tout en assurant la scolarisation dans les écoles urbaines avec des effectifs acceptables : aucune classe ne devrait accueillir plus de 25 élèves pour permettre la prise en compte de la diversité des enfants et des approches pédagogiques, qui nécessite une formation professionnelle de qualité des personnels.
- Pour une Ecole gratuite pour tous. Actuellement le désengagement important de l'état dans le financement du fonctionnement des établissements et du péri-scolaire transfère toujours plus de charges aux Collectivités Territoriales et aux familles, amplifiant les phénomènes d'exclusion des plus fragiles et les inégalités territoriales. La non scolarisation des enfants de moins de 3 ans, la baisse importante des dotations de l'état pour l'achat des livres ou le financement des fonds sociaux, la diminution importante des moyens humains et financiers pour les associations du péri-scolaire en sont les principales illustrations.
- Pour une école à l'écoute des besoins des enfants et favorisant leur épanouissement. La réussite de l'ensemble des élèves passe aussi par la prise en compte de leurs conditions de travail et de vie dans tous les temps au sein des établissements :
 - Présence partout et en nombre suffisant de personnels spécialisés pour la prise en charge des difficultés des enfants et l'accompagnement des élèves dans leur parcours scolaire (RASED, médecins scolaires, infirmières, assistantes sociales, conseillers d'orientation psychologues...)
 - Des rythmes adaptés à chaque âge des enfants
 - Des personnels d'éducation et de surveillance en nombre suffisant.

Le Comité de Défense de l'Éducation Nationale renouvelle l'appel unanime des membres du CDEN de Haute-Garonne du 31 mai 2011 pour la mise en place d'un collectif budgétaire, ce qui répondrait à la nécessité d'une dotation d'urgence pour le département permettant d'effectuer cette rentrée dans des conditions dignes.